

L'ajournement

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE—L'AVENIR DES USINES D'EAU LOURDE SITUÉES EN NOUVELLE-ÉCOSSE. B) L'UTILISATION DU CHARBON POUR PRODUIRE DU PÉTROLE

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Le 25 janvier dernier, monsieur le Président, j'ai de nouveau exprimé à la Chambre des communes mon inquiétude au sujet de l'avenir des usines d'eau lourde au Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse. L'automne dernier, et à maintes reprises auparavant, j'ai parlé au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du problème qui résulterait de la fermeture des usines d'eau lourde à Glace Bay et au détroit de Canso.

Vous aurez une idée de l'ampleur du problème si je dis que plus de 760 techniciens travaillent dans ces deux usines. Pis encore, au moins 2,000 emplois connexes seraient compromis par ces fermetures, particulièrement les 100 emplois à l'usine génératrice Seaboard, sans parler de l'usine génératrice de Point Tupper. Quand on songe aux conséquences de la fermeture de ces sources d'emploi, on comprend facilement le problème épouvantable qui se poserait dans une région qui souffre du chômage depuis une centaine d'années, surtout depuis dix ans.

• (1810)

En novembre 1981, le Cap-Breton avait un taux de chômage de 11.8 p. 100. Un an plus tard, en 1982, il était de 12.4 p. 100, puis il a grimpé rapidement à 15.2 p. 100 avant la fin de la même année. Actuellement, le taux de chômage dépasse 18 p. 100. Monsieur le Président, la possibilité de voir disparaître jusqu'à 3,000 emplois dans une région où le chômage est déjà à un niveau critique donne une idée de la gravité et de l'ampleur du problème.

Quelle est la solution? D'après l'ex-ministre des Finances, dont la circonscription de Cape Breton Highlands-Canso serait touchée par la fermeture de l'usine d'eau lourde au détroit de Canso, les gens devraient être optimistes. Le député de Cape Breton-Richmond-Est (M. Dingwall) a dit sur le même ton qu'il était permis de faire preuve d'optimisme. Néanmoins, le programme nucléaire du Canada a été un échec. Comme nous n'avons pas réussi à vendre et à commercialiser les réacteurs CANDU, nos usines d'eau lourde n'ont pratiquement aucun débouché pour leurs produits. Il faut bien s'en rendre compte, la fermeture des usines d'eau lourde est inévitable. C'est ce que je voulais entendre de la bouche du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), car il a déjà clairement dit en d'autres occasions et devant le comité permanent des comptes publics qu'on ne pourrait pas l'éviter.

Le mois dernier le *Citizen* d'Ottawa a annoncé que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre des Finances (M. Lalonde) n'étaient pas d'accord au sujet de la fermeture de ces usines. D'après ce rapport, le ministre des Finances a, de toute évidence, perdu la bataille. C'est ce qui m'a amené à demander au ministre, dans mes questions supplémentaires, quelles autres sources d'emploi le gouvernement pourrait proposer aux travailleurs mis à pied à la suite de la fermeture des usines d'eau lourde.

Cela vous étonnera peut-être, mais c'est à cette occasion que j'ai parlé pour la première fois à la Chambre des communes du

tristement célèbre projet Scotia Coal Synfuels. Comme je l'ai dit au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, j'espère qu'on ne proposera pas ce projet dirigé par Alastair Gillespie pour offrir d'autres emplois aux 3,000 travailleurs du Cap-Breton qui risquent de se retrouver en chômage. Jour après jour, nous avons entendu parler de M. Gillespie et de ses relations avec l'ancien ministre de l'Énergie, l'ancien ministre des Finances et tous les autres ministres et fonctionnaires qui ont participé au projet de liquéfaction du charbon. On nous en a rebattu les oreilles.

Je voudrais simplement montrer au cours des quelques minutes qu'il me reste, à quel point ce sujet est important pour les Canadiens, surtout pour ceux du Cap-Breton. Si nous laissons le gouvernement et ses ministres traiter à la légère les fonds publics comme ils l'ont fait dans le cas du projet de liquéfaction du charbon en Nouvelle-Écosse, nous sommes en danger, tout autant et sinon plus que le sont les habitants du Cap-Breton par suite de la fermeture des usines d'eau lourde. Pareille immoralité publique et gouvernementale finira par saper les fondements de tout le système.

Il y a une seule façon de remédier à la situation. Il faut présenter au Parlement du Canada et adopter une loi édictant des règles de conduite sensées non seulement à l'intention des ministres, mais aussi de tous les fonctionnaires de l'État et de ceux qui passent au secteur privé. Tant que nous ne connaissons pas les règles régissant la gestion des affaires de l'État et que nous ne pourrions pas faire fond sur les compétences des membres du gouvernement, des députés, des ministres et des fonctionnaires, nous éprouverons de graves difficultés. Quand le premier ministre (M. Trudeau) vient de déposer à la Chambre ce qu'il présente comme des lignes directrices devant régir la conduite des ministres et des députés, et qu'il affirme ensuite, au sujet du projet Scotia Coal Synfuels, que ces lignes directrices et ces lignes de conduite sont inapplicables et que, par conséquent, les gens peuvent faire ce que bon leur semble, c'est là que l'on se rend compte dans quel terrible gâchis le gouvernement a plongé notre pays.

• (1815)

J'exhorte le gouvernement, au nom des travailleurs du Cap Breton, à trouver une solution raisonnable au problème créé par la fermeture imminente de l'usine d'eau lourde. En même temps, j'en appelle au gouvernement pour qu'il scrute minutieusement la manière dont il dirige ses affaires et pour qu'il mette au point et présente à la Chambre une série de règles raisonnables concernant les conflits d'intérêts, des règles que l'on pourra faire respecter par les ministres et autres titulaires de charges publiques. S'il advient que des titulaires de postes publics, actuels ou passés, agissent contrairement aux meilleurs intérêts du public, nous disposerons d'une tribune à laquelle nous adresser pour déposer plainte et devant laquelle les personnes en cause devront répondre de leurs actes. Nous ne nous retrouverons pas dans le pétrin que nous avons connu ces dernières semaines, alors que nous nous disputions au sujet d'une question qui est d'une importance vitale pour les habitants du Cap-Breton et même pour tous les Canadiens.